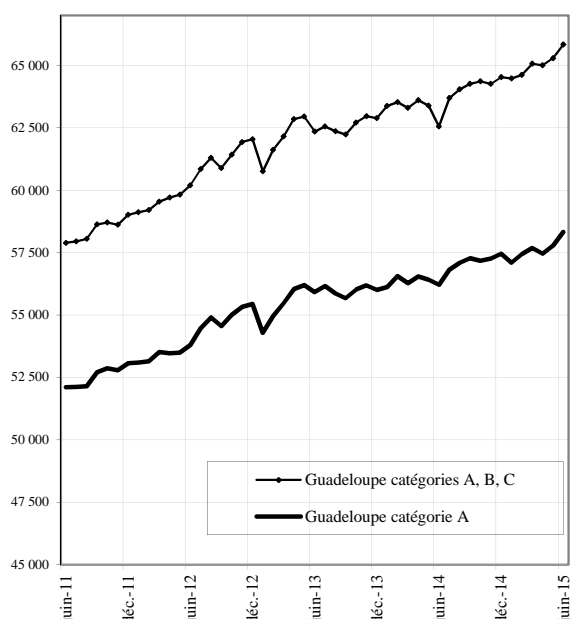


DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS ET OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI EN GUADELOUPE EN JUIN 2015

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Catégories A et A, B, C (en cvs)



Fin juin 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'établit à 58 330 en Guadeloupe. Ce nombre augmente de 1,0 % par rapport à la fin mai 2015 (soit +560). Sur un an, il est en hausse de 3,8 %.

En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de 0,2 % par rapport à la fin mai 2015 (+4,4 % sur un an).

En Guadeloupe, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégories A, B, C s'établit à 65 830, fin juin 2015. Ce nombre augmente de 0,8 % (soit +550). Sur un an, il croît de 5,2 %.

En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C diminue de 0,3 % par rapport à fin mai 2015 (+ 6,9 % en un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Effectifs et %

Données CVS	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	56 210	57 770	58 330	1,0	3,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	62 550	65 280	65 830	0,8	5,2
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 550	1 770	2 290	29,4	-10,2
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	2 710	2 450	2 480	1,2	-8,5
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	67 810	69 500	70 600	1,6	4,1

Pour mémoire :

France entière CVS-CJO

Milliers et %

Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 655,0	3 811,2	3 817,0	0,2	4,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 336,7	5 717,9	5 703,0	-0,3	6,9
Catégorie B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	1 681,7	1 906,7	1 886,0	-1,1	12,1
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	6 038,9	6 398,9	6 409,9	0,2	6,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe/ ESE, Dares.

Avertissement :

Pour les données publiées à partir de février 2015, les collectivités d'outre-mer Saint-Martin et Saint-Barthélemy ne sont plus incluses dans la Guadeloupe et par conséquent dans les ensembles "France" et "Départements d'outre-mer". Cette modification a un léger impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi en Guadeloupe. En moyenne en 2014, 5 100 demandeurs d'emploi en catégories A, B, C résidaient à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Toutes les séries sont rétro-polées avec ce nouveau champ géographique sur l'ensemble de l'historique (les évolutions mensuelles et annuelles publiées ici ne sont donc pas affectées par ce changement).

À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique. Ces informations permettent de mieux classer les demandeurs d'emploi dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces améliorations ont un impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C fin juin 2015.

Par ailleurs, les particularités de la période d'actualisation des demandeurs d'emploi au mois de mai 2015 ont eu un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C fin mai 2015.

1 - DEMANDEURS D'EMPLOI AUX ANTILLES-GUYANE

S'agissant de la catégorie A par Département Français d'Amérique (DFA), le nombre de demandeurs d'emploi varie en juin 2015 par rapport à fin mai 2015 entre +0,6 % et +1,8 % : Guadeloupe (+1,0 %), Martinique (+0,6 %) et Guyane (+1,8 %).

S'agissant de la catégorie A, B, C par DFA, le nombre de demandeurs d'emploi varie en juin 2015 par rapport à fin mai 2015 entre +0,8 % et +1,8 % : Guadeloupe (+0,8 %), Martinique (+0,8 %) et Guyane (+1,8 %).

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A dans les DFA

Unités : nombre et %

<i>Données CVS</i>	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe	56 210	57 770	58 330	1,0	3,8
Martinique	44 486	44 956	45 228	0,6	1,7
Guyane	22 013	23 182	23 592	1,8	7,2
Total Antilles-Guyane	122 709	125 908	127 150	1,0	3,6

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C dans les DFA

Unités : nombre et %

<i>Données CVS</i>	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe	62 550	65 280	65 830	0,8	5,2
Martinique	52 282	53 802	54 255	0,8	3,8
Guyane	23 935	25 317	25 781	1,8	7,7
Total Antilles-Guyane	138 767	144 399	145 866	1,0	5,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A

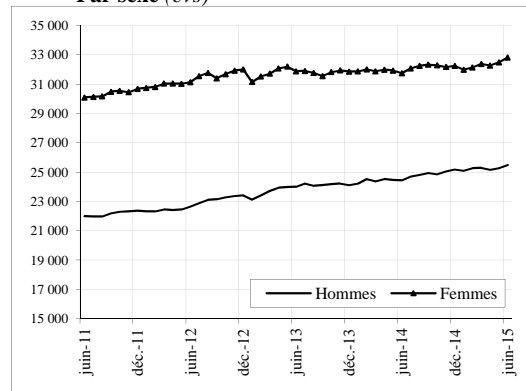
En Guadeloupe, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en juin 2015 de 0,9 % pour les hommes (+4,3 % sur un an) et augmente de 1,0 % pour les femmes (+3,4 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans diminue de 0,6 % en juin (-0,6 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 0,9 % (+1,4 % sur un an) et le nombre de ceux de 50 ans et plus s'accroît de 1,8 % (+11,9 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégorie A)

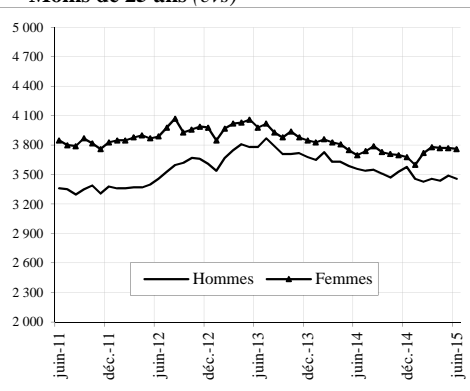
Données CVS				Effectifs et %	
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe					
Hommes	24 450	25 270	25 500	0,9	4,3
Femmes	31 760	32 500	32 830	1,0	3,4
Moins de 25 ans	7 260	7 260	7 220	-0,6	-0,6
Entre 25 et 49 ans	34 790	34 940	35 260	0,9	1,4
50 ans et plus	14 160	15 570	15 850	1,8	11,9
Hommes de moins de 25 ans	3 560	3 490	3 460	-0,9	-2,8
Hommes de 25 à 49 ans	14 290	14 510	14 640	0,9	2,4
Hommes de 50 ans et plus	6 600	7 270	7 400	1,8	12,1
Femmes de moins de 25 ans	3 700	3 770	3 760	-0,3	1,6
Femmes de 25 à 49 ans	20 500	20 430	20 620	0,9	0,6
Femmes de 50 ans et plus	7 560	8 300	8 450	1,8	11,8
Ensemble de la catégorie A	56 210	57 770	58 330	1,0	3,8

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

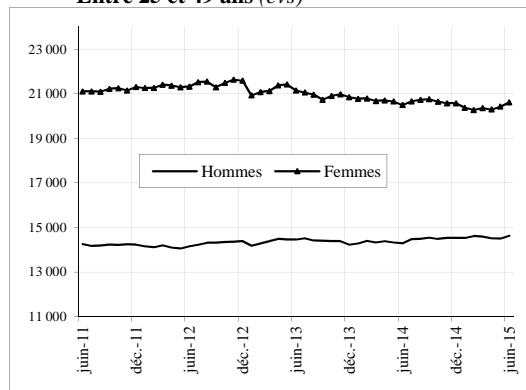
Par sexe (cvs)



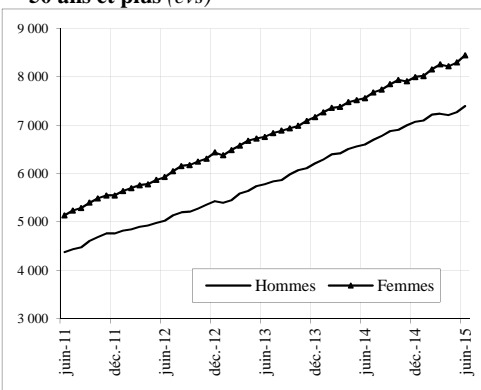
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégories A, B, C

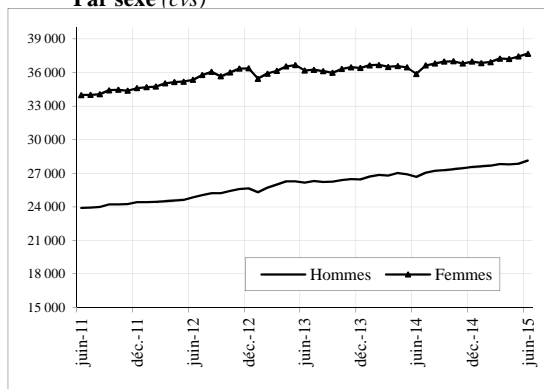
Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en Guadeloupe, le nombre d'hommes augmente de 1,1 % en juin 2015 (+5,5 % sur un an) et le nombre de femmes augmente de 0,7 % (+5,0 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C de moins de 25 ans diminue de 0,5 % en juin (+1,3 % sur un an). Le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 0,7 % (+3,0 % sur un an) et celui des 50 ans et plus croît de 1,7 % (+12,9 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégories A,B, C)

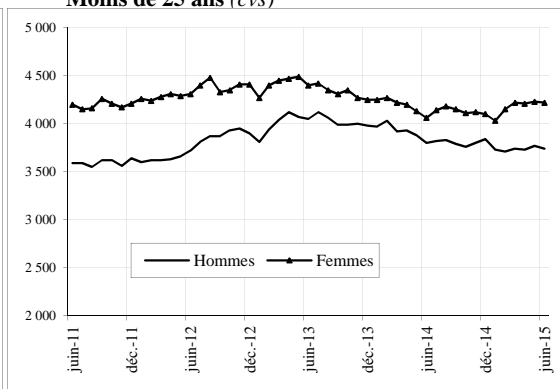
<i>Données CVS</i>			<i>Effectifs et %</i>		
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe					
Hommes	26 670	27 850	28 150	1,1	5,5
Femmes	35 880	37 430	37 680	0,7	5,0
Moins de 25 ans	7 860	8 000	7 960	-0,5	1,3
Entre 25 et 49 ans	39 130	40 020	40 310	0,7	3,0
50 ans et plus	15 560	17 260	17 560	1,7	12,9
Hommes de moins de 25 ans	3 800	3 770	3 740	-0,8	-1,6
Hommes de 25 à 49 ans	15 800	16 270	16 430	1,0	4,0
Hommes de 50 ans et plus	7 070	7 810	7 980	2,2	12,9
Femmes de moins de 25 ans	4 060	4 230	4 220	-0,2	3,9
Femmes de 25 à 49 ans	23 330	23 750	23 880	0,5	2,4
Femmes de 50 ans et plus	8 490	9 450	9 580	1,4	12,8
Ensemble des catégories A, B, C	62 550	65 280	65 830	0,8	5,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

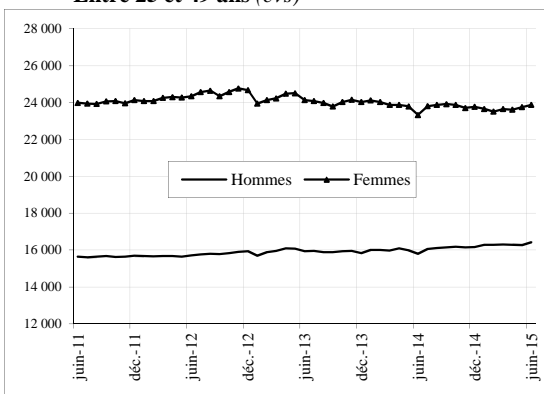
Par sexe (cvs)



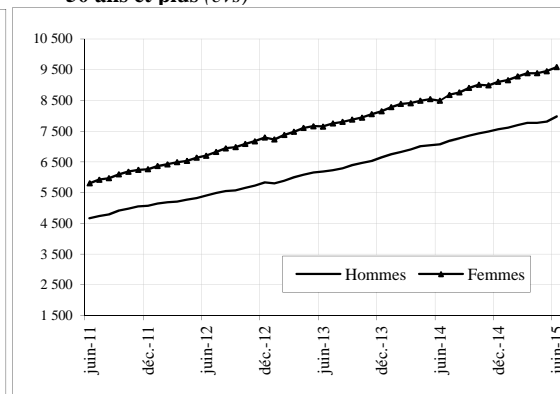
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

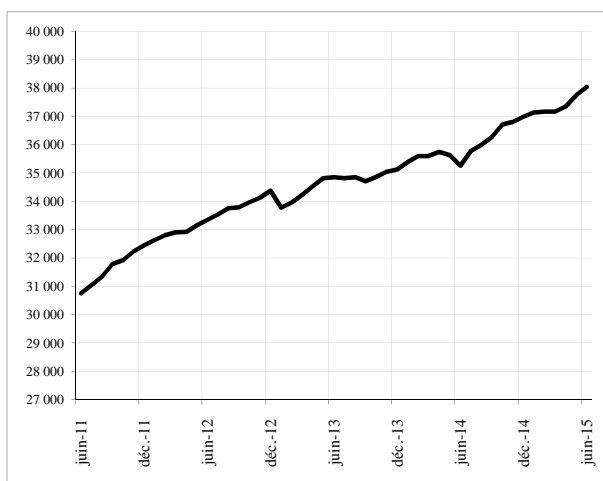
En Guadeloupe, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,8 % au mois de juin 2015 (+7,9 % sur un an). Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an est en hausse de 0,9 % sur un mois et augmente de 1,8 % sur un an.

Ancienneté d'inscription sur les listes des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégories A, B, C)

Données CVS	<i>Effectifs et %</i>				
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe					
- Moins de 1 an	27 280	27 530	27 780	0,9	1,8
- Un an ou plus	35 270	37 750	38 050	0,8	7,9
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	56,4	57,8	57,8	+0,0 pt	+1,4 pt
<i>Pour mémoire en milliers:</i>					
France entière (CVS-CJO)					
- Un an ou plus	2304,5	2529	2543,1	0,6	10,4
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	43,2	44,2	44,6	+0,4 pt	+1,4 pt

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus
(données CVS)



En Guadeloupe, les entrées à Pôle Emploi en catégories A, B, C diminuent au cours des trois derniers mois de 0,9 % par rapport aux trois mois précédents. Les motifs d'entrée en baisse concernent les licenciements économiques (-13,2 %), les fins de contrat à durée déterminée (-6,7 %), les autres licenciements (-4,2 %) et les autres cas (-2,6 %). En revanche, les autres motifs d'entrée augmentent de 26,3 % pour les fins de mission d'intérim, de 10,6 % pour les premières entrées, de 9,8 % pour les reprises d'activité et de 3,7 % pour les démissions.

De même, les sorties de catégories A, B, C reculent en Guadeloupe au cours des trois derniers mois de 1,1 % par rapport aux trois mois précédents. Les sorties diminuent pour radiations administratives (-20,4 %), autres cas (-4,4 %) et cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (-1,8 %), tandis que les sorties pour entrées en stage (+13,7 %), arrêts de recherche (+13,2 %) et reprises d'emploi déclarée (+6,7 %) augmentent.

Entrées à Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	Effectifs et %					
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe						
Fins de contrat à durée déterminée	720	640	810	17,0	-8,7	0,0
Fins de mission d'intérim	70	80	100	2,1	30,0	23,8
Licenciements économiques (3)	130	80	120	2,5	-15,8	-13,5
Autres licenciements	150	130	150	3,1	-15,7	-14,0
Démissions	120	70	90	1,9	-22,6	-11,1
Premières entrées	610	520	550	11,5	-2,9	-9,3
Reprises d'activité	200	200	190	4,0	-4,8	1,7
Autres cas	2 730	2 190	2 760	57,9	0,1	-9,3
Ensemble	4 730	3 910	4 770	100,0	-3,1	-7,2
<i>Pour mémoire en milliers :</i>						
France entière (CVS-CJO)	522,4	512,7	510,0	-	-0,1	-1,5

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	Effectifs et %					
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants(1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe						
Reprises d'emploi déclarées	460	350	430	9,2	11,7	-12,2
Entrées en stage	380	220	990	21,2	197,9	76,5
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	110	140	170	3,6	4,8	18,9
- dont maladies	50	60	60	1,3	18,8	18,8
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	4 050	2 310	2 210	47,4	-10,1	-26,5
Radiations administratives	140	40	180	3,9	-12,2	-12,2
Autres cas	560	560	680	14,6	4,0	9,6
Ensemble	5 700	3 620	4 660	100,0	2,1	-14,0
<i>Pour mémoire en milliers :</i>						
France entière (CVS-CJO)	495,9	437,4	516,9	-	-2,4	-3,3

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

(3) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés, de CRP et de CTP.

*Avertissements :

Le dispositif de dispense de recherche d'emploi (DRE) a été supprimé au 1er janvier 2012 (les personnes en bénéficiant avant cette date continuent d'y avoir droit, et les personnes réunissant, avant cette date, les conditions d'éligibilité ont pu être enregistrées en janvier 2012 comme entrant dans le dispositif).

À compter d'avril 2015, les données STMT sont issues d'une nouvelle chaîne informatique de production. Le traçage des entrées est amélioré : celles qui étaient dues à un changement d'agence locale pour l'emploi au sein d'une même région, sans que la sortie correspondante soit enregistrée, ne sont plus comptabilisées. Le nombre d'entrées est donc désormais légèrement plus faible et l'écart comptable entre la variation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et le solde des entrées et des sorties est réduit. Pour le reste, la nouvelle chaîne informatique n'a pas d'impact sur les statistiques produites."

Avertissements

- Les opérations entreprises par Pôle emploi à compter de juin 2015 pour mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation ont un impact à la hausse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour reprise d'emploi et pour entrée en stage, et donc sur le nombre de sorties tous motifs confondus.

- Les particularités de la période d'actualisation du mois de mai 2015 ont eu un impact à la baisse sur le nombre de sorties pour défaut d'actualisation en mai 2015. À l'inverse, le nombre de sorties pour défaut d'actualisation est, en juin 2015, plus élevé que son niveau habituel, ce qui peut être lié à un contre-coup des événements du mois passé.

5a - DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT UN DROIT PAYABLE AU RSA

En Guadeloupe, au mois de juin 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de Solidarité Active (RSA) est de 25 372 (soit 44,4 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

Au mois de juin 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C et ayant un droit payable au RSA est de 27 087 (soit 41,9 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, données brutes).

Les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 1 492 au mois de juin 2015 (soit 33 % des entrées en catégories A, B, C, données brutes). Les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 1 702 au mois de juin 2015 (soit 36 % des sorties en catégories A, B, C, données brutes).

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données brutes	Effectifs et %			Variation sur un an
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	
Guadeloupe				
Catégorie A	23 307	24 966	25 372	8,9
Catégorie B	795	950	928	16,7
Catégorie C	621	771	787	26,7
Catégories A, B, C	24 723	26 687	27 087	9,6
Catégorie D	392	293	509	29,8
Catégorie E	688	602	647	-6,0
Catégories A, B, C, D, E	25 803	27 582	28 243	9,5
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	40,8	43,7	44,4	
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	38,0	41,2	41,9	
<i>Pour mémoire :</i>				
France entière				
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	21,1	21,9	22,2	
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	17,3	17,9	17,9	

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Données brutes : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégories de RSA*)

Données brutes	Effectifs et %			Variation sur un an
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	
Guadeloupe				
Demandeurs d'emploi en catégorie A				
RSA socle seul	21 206	22 715	23 004	8,5
RSA socle et activité	910	1 033	1 068	17,4
RSA activité seul	1 191	1 218	1 300	9,2
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C				
RSA socle seul	21 460	23 054	23 342	8,8
RSA socle et activité	1 388	1 586	1 630	17,4
RSA activité seul	1 875	2 047	2 115	12,8

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Données brutes : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

* cf. encadré 1 pour une définition des catégories

Entrées et sorties à Pôle emploi des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (catégories A, B, C)

Données brutes	Effectifs et %			Variation sur un an
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	
Guadeloupe				
Entrées	4 497	2 968	4 523	0,6
Entrées des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	1 469	960	1 492	1,6
Part dans l'ensemble des entrées	32,7	32,3	33,0	
Sorties	5 992	3 196	4 725	-21,1
Sorties des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	2 356	1 095	1 702	-27,8
Part dans l'ensemble des sorties	39,3	34,3	36,0	

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Données brutes : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Avertissement

Sont repérées ici les personnes ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Le nombre de bénéficiaires n'est pas directement comparable à celui des demandeurs d'emploi qui avaient des droits ouverts au RMI et à l'API avant juin 2009. En effet, ce dernier recouvrait également des personnes dont le droit était suspendu. Cf. encadré 1 « sources et définitions » pour plus d'informations à ce sujet.

6 - OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent en Guadeloupe, au cours des trois derniers mois de 2,8 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne uniquement les offres d'emploi durable (6 mois ou plus, + 8,1 %). Les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois) diminuent de 3,9 %. Sur un an, le nombre d'offres diminue de -21,6%, aussi bien pour les offres d'emploi durable (-7 %) que pour les offres d'emploi non durable (-36,2 %).

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi

<i>Données cvs</i>	<i>Effectifs et %</i>				
	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe					
- Emplois durables (6 mois ou plus)	370	280	380	8,1	-7,0
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	400	150	230	-3,9	-36,2
Ensemble	770	430	610	2,8	-21,6
Pour mémoire en milliers :					
France entière (CVS-CJO)	216,7	226	219,7	1,5	1,5

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

Avertissement:

Les offres collectées par Pôle emploi sont les offres d'emploi déposées par les employeurs auprès de Pôle emploi. Depuis juillet 2013, des offres déposées auprès de partenaires de Pôle emploi sont également publiées sur le site internet de Pôle emploi, afin de permettre une plus grande visibilité des offres et faciliter le rapprochement avec les demandes d'emploi. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site pole-emploi.fr.

ANNEXE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi par catégorie Unité : nombre et %

	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Données CVS					
Guadeloupe					
Catégories A, B, C	62 550	65 280	65 830	0,8	5,2
- dont catégorie A	56 210	57 770	58 330	1,0	3,8
Données brutes					
Guadeloupe					
Catégories A, B, C	61 351	64 780	64 573	-0,3	5,3
- Dont catégorie A	55 056	57 089	57 130	0,1	3,8
- Dont catégorie B	2 643	3 094	2 914	-5,8	10,3
- Dont catégorie C	3 652	4 597	4 529	-1,5	24,0
Catégories D, E	5 295	4 389	4 809	9,6	-9,2
- Catégorie D (catégorie 4)	2 535	1 895	2 285	20,6	-9,9
- Catégorie E (catégorie 5)	2 760	2 494	2 524	1,2	-8,6
Catégories A, B, C, D, E	66 646	69 169	69 382	0,3	4,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Pour mémoire :

Les demandes d'emploi de catégorie A recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein, à durée indéterminée à temps partiel ou à durée déterminée temporaire ou saisonnier. Les demandes d'emploi de catégorie B recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de moins de 78 heures dans le mois selon le type de contrat envisagé : à durée indéterminée à plein temps, à durée indéterminée à temps partiel ou à durée déterminée temporaire ou saisonnier. Les demandes d'emploi de catégorie C recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois selon le type de contrat envisagé : à durée indéterminée à plein temps (catégorie 6), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 7) ou à durée déterminée temporaire ou saisonnier (catégorie 8). Les demandes d'emploi de catégories D et E recensent les personnes non immédiatement disponibles et qui ne sont pas tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit en stage, formation, maladie, etc. (catégorie D), soit en emploi à la recherche d'un autre emploi (catégorie E).

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)... L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 9 à 11.

Encadré 1 - Sources et définitions

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

Parmi les motifs de sortie :

- les arrêts de recherche sont liés à une maladie, un congé de maternité, un accident du travail, un départ en retraite ou une dispense de recherche d'emploi ;
- les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation correspondent aux cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle ;

Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

Les offres d'emploi collectées et satisfaites à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Une partie d'entre elles sont satisfaites. Les statistiques comptabilisent comme satisfaite une offre pour laquelle l'employeur a trouvé une personne pour occuper le poste proposé, indépendamment de la façon dont il a réussi à le pourvoir (grâce à Pôle emploi ou par un autre moyen). Les offres collectées et satisfaites publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2009. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

1^{ère} étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

2^{ème} étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions (fin)

À compter de juin 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et mai 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (soit pour non respect des devoirs qui leur incombent, soit pour dépassement du seuil de ressources) ou celles dont la demande est en cours d'instruction. Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne seront plus publiées à partir de janvier 2011.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (resp. des droits ouverts) n'est pas comparable au nombre de demandeurs d'emploi qui avaient des droits ouverts au RMI ou à l'API avant juin 2009, car celui-ci recouvrait également des personnes dont le droit avait été suspendu (et pas les personnes dont le dossier était en cours d'instruction).

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA. Le droit au RSA de ces demandeurs d'emploi peut résulter du basculement automatique d'un droit au RMI ou à l'API existant en mai 2009, ou d'un nouveau droit après le 1^{er} juin 2009 ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la catégorie de RSA. Il existe trois catégories de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Certains de ces demandeurs d'emploi avaient un droit payable au RMI et à l'API en mai 2009 mais n'étaient pas inscrits à Pôle emploi à cette date. Les autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009 ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Parmi eux, certains avaient déjà des droits ouverts au RMI et à l'API en mai 2009 alors que d'autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1^{er} juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1^{er} juin 2009 ; RSA après le 1^{er} juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intéressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/doc_idconj_14.pdf.